

## [Text]

**Senator Fairbairn:** Mr. Versteeg, I listened carefully to what you were saying earlier in response to other questions regarding understanding the issue of uncertainty and risk. You also mentioned at one point, I believe, the need for open decision-making so that everybody understands what is involved in coming to the conclusions that are reached.

One of the things that has puzzled me relating to when the decision was announced was the comment from officials, and I believe on one occasion from the minister, that if everybody knew all of the reasons behind the decision they would understand how the decision was reached and that it was the right decision; but people might not ultimately have access to that information.

I am wondering if you could comment on that. It certainly adds another element to the already very legitimate elements of uncertainty in this issue—not this specific one, but the general issue you are talking about.

**Mr. Versteeg:** It is a horrendous problem. On the one hand, I think there are very few people who would say that a pesticides company that generates literally millions of dollars in data does not have a right to protect that data from unauthorized use by a competitor. I cannot help but think that most people would say, "Of course, they have the right to protection from unauthorized use." The most efficient way to protect that use, not necessarily the only way, is simply not to release it. Because the industry generates the data, it has the legal label of proprietary rights attached to the data. If I generate the data, I own the data and therefore I am allowed to impose conditions on what I want done with the data.

At thealachlor hearings, as I understood this part of it, I think Monsanto would have agreed that, just as they do not want access to Ciba-Geigy's data, they also insist that Ciba-Geigy does not get access to its data. So it is almost a *quid pro quo*, an understanding between industries that they will not try to weasel in and have a look at a competitor's data.

The skewer in all of this is that we have a review process which has the appearance—and again the legalities are such that it is not clear under the regulations—of being a public hearing, not exclusively a behind-closed-doors science review where people can get access to all the data; and therein lies the problem, because, on the one hand, Monsanto is saying, "We will give the review board our data, but we do not want the world at large to see that data." Nevertheless, the review process has the trappings of a public meeting, so what does one do? We are caught in a quandary which, in the circumstances, was accommodated by reading-room access of Monsanto's data without granting access to the competitor's data. One is still caught with a review board saying, "What do we do about getting access to the competitor's data, the data owned by Ciba-Geigy?" Something has to be done to resolve that dilemma. The solution is not easy.

## [Traduction]

**Le sénateur Fairbairn:** M. Versteeg, j'ai écouté attentivement ce que vous avez dit un peu plus tôt en répondant à d'autres questions touchant l'appréciation des risques et de l'incertitude. Vous avez évoqué à un moment donné, si je me souviens bien, la nécessité de prendre des décisions transparentes pour que tout le monde connaisse bien les enjeux au moment où l'on prend les décisions.

L'une des choses qui m'ont surpris lors de l'annonce de la décision a été d'entendre les responsables, et si je me souviens bien le Ministre à une occasion, nous dire que si les gens connaissaient les raisons ayant permis d'arriver à cette décision, ils comprendraient que l'on a pris la bonne décision, mais qu'ils ne pourraient pas finalement avoir accès à cette information.

J'aimerais que vous nous fassiez connaître votre sentiment. Voilà qui rajoute encore à l'élément d'incertitude tout à fait normal dans ce genre de question, non seulement dans cette affaire bien précise, mais sur un plan plus général.

**M. Versteeg:** Le problème est terriblement ardu. D'un côté, je pense qu'il y a très peu de gens pour dire qu'un fabricant de pesticides qui dépense littéralement des millions de dollars pour obtenir des résultats de recherche n'a pas le droit de protéger ces résultats contre un usage non autorisé de la part d'un concurrent. Je suis obligé de penser que la plupart des gens vont se dire que, bien entendu le fabricant a le droit d'être protégé contre une utilisation non autorisée. La façon la plus efficace de le faire, je ne dis pas nécessairement que c'est la seule, est tout simplement de ne pas divulguer ces résultats. Étant donné que c'est l'industrie qui est à l'origine des résultats, elle a un droit de propriété sur ceux-ci. A partir du moment où j'obtiens certains résultats, j'en suis propriétaire et j'ai le droit d'imposer les conditions dans lesquelles ils seront utilisés.

Lors des audiences sur l'affaire Alachlor, si j'ai bien compris le problème, je pense que Monsanto était tout à fait d'accord pour ne pas se voir communiquer les recherches de Ciba-Geigy et n'avait aucune intention de divulguer ses propres résultats de recherche à Ciba-Geigy. Il y a donc là une espèce d'échange de bons procédés, une entente entre les entreprises du secteur aux termes de laquelle elles s'engagent à ne pas chercher à fouiner dans les dossiers pour obtenir les résultats des recherches de leurs concurrents.

La difficulté dans tout cela, c'est que nous avons un mécanisme de révision qui a les apparences—et là encore le droit est fait de telle manière que ce n'est pas tout à fait clair en vertu de la réglementation—d'une audience publique, qui ne se ramène pas exclusivement à un examen scientifique à huis clos et où n'importe qui peut avoir accès à tous les résultats de recherche, ce qui fait que Monsanto nous dit «Nous sommes prêts à communiquer les résultats de nos recherches à la Commission de révision, mais nous ne voulons pas que le grand public en ait connaissance.» Pourtant, le mécanisme de révision a tous les attributs d'une audience publique; alors, que faire? On se voit forcé dans les circonstances de faire deux poids et deux mesures alors que d'un côté tout le monde peut prendre connaissance en salle de lecture des résultats des recherches de Monsanto sans que l'on puisse accéder de l'autre aux résultats des recherches des concurrents. On se retrouve aux prises avec